

N° 46 - 15 SEPT.-15 OCT. 67

« LE PEUPLE BRETON »

mensuel

Boîte postale 103 RENNES

ABONNEMENTS

Ordinaire : 6 F

De soutien : à partir de 10 F

2 365-76 RENNES

« Le Peuple breton » - BP 103

Aujourd'hui, être libre  
c'est être informé

# LE PEUPLE BRETON

1<sup>F</sup>

UDBN

ORGANE DE L'UNION DEMOCRATIQUE BRETONNE

## QUEL SERAIT LE SORT DE LA BRETAGNE DANS UNE EUROPE CAPITALISTE ?

(EDITO page 2)

### A Saint-Brieuc, le 24 Septembre VOTEZ LE FOLL !

On connaît la scandaleuse décision du Conseil Constitutionnel, aux ordres du pouvoir national-gaulliste : invalider trois députés de l'opposition, vainqueurs avec une faible avance dans des conditions normales et un député de la majorité, en Corse, élu avec une énorme avance dans les habituelles conditions frauduleuses qui sont le patrimoine civique commun de l'île de Beauté et aux « territoires français d'outre-mer ». On voit la manœuvre : l'U.N.R. ainsi invalidé ne risquait rien à se représenter devant les urnes, tandis que les opposants seraient menacés, grâce à une propagande d'autant plus énorme que tout l'appareil d'Etat

gaulliste allait se concentrer sur trois circonscriptions.

Le scandale, un de plus sous la V<sup>e</sup> « pure et dure », est d'autant plus grand que le Conseil Constitutionnel en invalidant M. LE FOLL, élu P.S.U. de Saint-Brieuc, n'a osé retenir aucune des accusations de « tricherie » lancées à la légère par les gaullistes locaux. Seules ont été retenues des irrégularités de procédure. En revanche, on n'a pas invalidé Gerbaud, journaliste « jaune » antigrève de l'O.R.T.F., « élu » gaulliste à Châteauroux avec 18 voix de majorité et où des fraudes manifestes ont été relevées et dénoncées, notamment par notre compatriote Morvan Lebesque dans « Le Canard Enchaîné »... C'est ce que les nationaux gaullistes appellent la démocratie.

Quelle est la situation, pour nous autres Bretons, à Saint-Brieuc ? Le problème est d'une clarté limpide. Il y a un homme de bonne foi, Le Foll, dont la victoire le 12 mars dernier, fut considérée comme une des marques du renouveau breton. Il y a un valet du national-gaullisme, aux étiquettes changeantes puisque U.N.R., il s'était présenté comme V<sup>e</sup> République, et qu'il nous revient Union démocratique (sic) V<sup>e</sup> République. A quand le label de garantie immuable et clair ?

D'un côté, le dialogue et la sincérité, le manque de moyens financiers aussi (Le Foll ouvre une souscription pour couvrir les frais de sa campagne). De l'autre, le « monologue solitaire » du gaullisme et les appuis de tous ordres. Le 4 septembre, traversant la circonscription, je pus constater que pas une affiche de Le Foll n'était apparue et déjà la plupart des panneaux publicitaires payants étaient couverts du portrait géant du gaulliste. On fait aussi, comme c'est l'habitude, « donner le ministre » et le 22 août, Richet recevait dans son canton fief de Saint-Quay-Portrieux, avec une pompe ridicule -- n'a-t-il pas fait tirer un vieux canon ? (« Le Télégramme », 23-8-67) — M. Missoffe, ministre de la Jeunesse et des Sports.

Enfin, les idées bretonnes des candidats en présence : Le Foll a signé le

La position de  
l'U. D. B.  
sur les  
problèmes  
d'ISRAEL  
et du  
QUEBEC

(Voir page 3)

(Suite page 6)

### ALERTE A LA SECURITE SOCIALE !

Le gouvernement gaulliste, à la faveur des ordonnances anti-démocratiques, sans aucune information et sans aucun contrôle du peuple, s'est attaqué très gravement à l'une des principales conquêtes des travailleurs : la Sécurité sociale.

Le prétexte invoqué pour justifier ce démantèlement de la sécurité sociale est extraordinaire d'hypocrisie. On a dit — et la presse et la télévision aux ordres l'on répété des dizaines de fois sans jamais soulever la moindre objection — qu'il fallait équilibrer le budget de la santé qui était en déficit !

Pourquoi cela ? Pourquoi l'Etat feint-il d'être une entreprise commerciale qui doit équilibrer les recettes et les dépenses ? Il existe bien un colossal budget du Ministère des Armées : n'est-il pas lui aussi, en déficit ? Pourquoi exigerait-on que les œuvres de vie soient financièrement équilibrées et tolérât-on que le ministère de la mort soit en déficit permanent ? Le gouvernement, s'il était logique et sincère, devrait faire en sorte que l'armée devienne commercialement rentable ! Le problème est là : l'Etat français accepte très volontiers de prendre en charge le tank, la fusée ou la bombe atomique mais il refuse d'en faire autant pour les soins médicaux, les maternités ou les hôpitaux. La France est, une fois de plus, à la pointe du progrès — comme on le voit...

#### EN QUOI CONSISTE CETE « REFORME » DE LA SECURITE SOCIALE ?

On peut la résumer en deux phrases : les prestations sont diminuées et les cotisations augmentées ; le contrôle des caisses est enlevé aux travailleurs et confié au patronat. Comme nous sommes loin du verbiage électoral gaulliste et des nuages des déclarations gaullistes-de-gauche (sic) !

Les prestations sont diminuées : Les consultations médicales ne seront plus remboursées qu'à 70 % au lieu des 80 %

habituels. Quelques spécialités remboursées à 90 % — notamment les antibiotiques — le resteront, mais leur liste en sera révisée, donc diminuée...

Jusqu'ici certains travailleurs arrivaient grâce au fonctionnement des mutuelles à se faire rembourser à 100 % leurs frais de maladie, gratuité qui est l'idéal social à rechercher. Le gouvernement intervient directement dans les sociétés privées que sont les mutuelles et leur intérêt désormais ces remboursements totaux : il exige que 5 % au moins des dépenses restent à la charge du travailleur. Comme les représentants élus des mutuelles au sein des conseils d'administrations de la sécurité sociale et des caisses d'allocation familiales auraient pu violemment protester, le pouvoir gaulliste, par voie d'ordonnance, supprime leur présence : de 163 membres à la S.S. la Mutualité passe à 0, de 20 membres aux caisses d'allocation familiales, les mutuelles passent à 0 !

Enfin grâce au système dit « tiers payant » appliqué dans les consultations externes des hôpitaux, dans les dispensaires, dans certaines pharmacies, les assurés sociaux évitaient de faire l'avance des frais en attendant leur remboursement. Désormais le « tiers-payant » ne sera plus autorisé qu'au delà d'une certaine somme. Le ministre sait-il la gêne que représente pour une famille ouvrière de faire l'avance d'une ordonnance de 15 000 anciens francs ou même de 8 000 A.F. ?

Les cotisations sont augmentées : La cotisation du salarié sera augmentée de 0,50 % jusqu'au plafond de 1 140 F par mois. Pour la partie du salaire qui dépasse ce plafond, une nouvelle cotisation de 3 % — dont 1 % à la charge du salarié et 2 % à la charge de l'employeur qui va la répercuter sur ses prix de vente — est instituée. C'est ce qu'on appelle le déplafonnement. Ses conséquences en seront très graves, pour les travailleurs d'abord,

(Suite page 5)

## Edito

**L**e développement de la société industrielle depuis le XIX<sup>e</sup> siècle a contribué à l'intervention de plus en plus grande de l'Etat dans l'économie. Le gaullisme n'est qu'une forme élaborée de cette intervention et il en est de même dans les autres pays d'Europe occidentale.

Dans ces conditions, l'élaboration de l'Europe unie se fait en fonction des politiques pré-déterminées par les Etats, orientés et dirigés par les monopoles capitalistes. La concentration des pouvoirs s'accompagne d'une concentration géographique des activités industrielles et agricoles et l'édification du Marché commun se réalise selon les intérêts des groupes de pression contrôlant l'appareil gouvernemental.

A cela viennent s'ajouter les mécanismes propres au régime capitaliste qui contribuent à l'aggravation de l'insatisfaction des travailleurs et des disparités « régionales » et rendent impossible la résolution des crises de l'agriculture. En théorie, il devrait exister une certaine complémentarité entre régions agricoles et régions industrielles. En fait, dans la communauté européenne, cette complémentarité ne joue plus en raison de l'extension du marché et, de plus, les différentes régions pauvres se font concurrence entre elles et on assiste à un déplacement des cultures vers les riches régions de consommation. Ainsi les zones industrielles tendent à se suffire à elle-même du point de vue agricole tandis que les pays périphériques non-industrialisés sont condamnés à servir de réservoir de main-d'œuvre et de zones de loisirs.

Le traité de Rome, instituant le Marché commun, avait prévu cette évolution et envisageait des programmes d'aide aux économies « régionales » stagnantes. Mais les régions pauvres n'ont jamais représenté des groupes de pression suffisamment puissants pour défendre leurs intérêts. On le vit bien il y a quelque temps lorsque le délégué français à Bruxelles refusa d'envisager le financement européen d'une étude sur les possibilités de développement économique de la Bretagne ! Plus récemment, les accords de Genève — dans le cadre du « Kennedy Round » — et ceux de Bruxelles, concernant les conditions de soutien de la viande de porc ont montré que la législation économique européenne ne tenait pas compte des intérêts et des besoins des « régions » sous-développées. Les accords céréaliers et ceux concernant les pêches maritimes viennent confirmer notre sentiment.

Nous retrouvons ainsi, à l'échelle européenne, les mécanismes de domination qui, à l'échelle mondiale, maintiennent le tiers-monde dans le sous-développement et accentuent les effets du retard de son économie. Nations et régions prolétaires sont solidaires devant l'aliénation que leur impose le système capitaliste.

La manifestation d'octobre 1966 à Rennes, avait constitué le point de départ de la prise de conscience par les travailleurs bretons de la solidarité interprofessionnelle qui existe entre eux à l'échelle de la Bretagne. La manifestation de juin 1967 à Redon a montré les contradictions internes du syndicalisme agricole qui regroupe indifféremment l'éleveur des régions à prédominance agricole et le betteravier des régions industrielles ! Les producteurs de viande dont les marges bénéficiaires sont comprimées entre les prix des céréales et le prix de la viande maintenu à un niveau assez bas par le gouvernement, n'ont pas intérêt pourtant à voir le prix des céréales augmenter ! Or, la F.N.S.E.A. a suivi jusqu'à présent une politique « d'intérêt général », c'est-à-dire national français, c'est-à-dire capitaliste. Là encore la lutte entre classes rejoint la lutte entre régions. C'est pourquoi les agriculteurs ont intérêt, au niveau de leurs revendications professionnelles, à former des groupes autonomes par région.

Cette divergence nette d'intérêts a été la cause de l'attitude très ambiguë des dirigeants français de la F.N.S.E.A. à l'égard des représentants des agriculteurs bretons dépêchés à Bruxelles auprès des instances européennes supérieures. Les échanges de vue n'ont pu être réalisés qu'avec des fonctionnaires européens subalternes, en raison du caractère politique de l'événement. En passant outre l'administration française, la délégation bretonne a confirmé le caractère « supra-national » des organismes européens et l'importance du rôle économique de la « région européenne ». Si la rencontre de Bruxelles n'a pas donné satisfaction aux agriculteurs bretons, sur le plan professionnel, elle leur a permis de prendre conscience du caractère breton de leur lutte revendicative.

Après avoir constaté l'impuissance du capitalisme français ou européen à résoudre leur problème, les agriculteurs bretons seront amenés,

(SUITE PAGE 6)

## BULLETIN D'ADHÉSION

NOM : ..... PRENOM : .....

ADRESSE : .....  
déclare vouloir adhérer à l'U.D.B.

Signature :

— Adressez ce bulletin (découpé ou recopié) à : Union Démocratique Bretonne, B.P. 103, Rennes.

— Adressez le montant de la cotisation annuelle (deux journées de travail) à : UNION DEMOCRATIQUE BRETONNE, B.P. 103, RENNES — C.C.P. 2 365-78.

## REUNION DU COMITE DIRECTEUR

Réunion le 13 août, à Saint-Brieuc. Aux côtés des membres élus du Comité directeur, on notait la présence du responsable et du trésorier de l'active section de Paris de notre parti. Les problèmes évoqués furent encore nombreux et complexes. Retenons, aux « Affaires extérieures » la décision prise par l'U.D.B. de participer à la réunion de la gauche « régionale » le 9 septembre à Lorient. Une délégation de notre parti fut désignée. Aux « Affaires intérieures » un effort fut décidé sur les réunions publiques de l'U.D.B. et on évoqua une prochaine édition d'affiches. A la « trésorerie », l'accent fut mis sur la nécessité d'une bonne préparation du prochain congrès. Enfin à la « presse », on étudia l'inévitable réorganisation qui sera nécessaire, dans un avenir que l'on espère proche, par les progrès envisagés pour notre journal. Au total, une bonne réunion de travail mensuel.

## VENTES DES VACANCES

De nombreux militants du parti ont appliqué strictement les consignes du Congrès de Binic-II et on profité de leur séjour en congé ou en vacances pour participer à des ventes à la criée du **Peuple breton**. C'est ainsi que des ventes ont eu lieu à Belle-Ile, à Quimperlé, à Concarneau, à Douarnenez (où 66 numéros furent écoulés). Des militants de l'U.D.B. étaient présents à Brest pendant le festival des cornemuses. Notre journal fut vendu le samedi et le dimanche : près de 500 exemplaires furent achetés et des numéros manquèrent aux vendeurs le dimanche soir...

## SECTION DU MORBIHAN

La section morbihannaise de notre parti a été créée le 18 août dernier. Tous ceux qui s'intéressent à la progression de l'U.D.B. dans cette région sont invités à se mettre en rapport avec le responsable élu de la nouvelle section : S. Kidna, 5, rue du Dren - 56-Auray.

La section a déjà à son actif la création de dépôts de vente du **Peuple breton** à Lorient, Vannes, Baud, Hennebont et Auray.

## REUNION PUBLIQUE DE PLONEOUR-LANVERN

L'U.D.B. a organisé le 18 août à Ploneour-Lanvern une réunion publique d'information sur le programme du parti. Devant un auditoire d'une quarantaine de personnes, dont le maire de Ploneour et une grosse majorité de jeunes, le camarade Jakez Cosquer, membre du Comité directeur de l'U.D.B., fit un exposé sur notre parti, justifiant sa création et son action par la nécessité de redresser la grave situation actuelle de la Bretagne. De nombreuses questions furent ensuite posées à J. Cosquer et à Loëiz Le Bec, membre du Comité directeur, portant notamment sur le rôle de la bourgeoisie bretonne, sur le besoin de créer rapidement des structures à l'échelon « régional », sur l'action de l'U.D.B.; le problème de l'emploi dans la région bigoudenne et celui de la conserverie furent également évoqués. Une vente du **Peuple breton** eut lieu à la fin de la réunion.

## REUNION PUBLIQUE AU GUILVINEC

L'U.D.B. a organisé le 19 août à la mairie du Guilvinec une réunion publique, placée sous la présidence du camarade Jean-Pol Le Berre, adjoint au maire, membre du Comité directeur

de l'U.D.B. L'orateur était Ronan Leprohon, membre du Comité directeur et du Bureau central de notre parti. Dans l'auditoire, composé d'une trentaine de personnes, jeunes et « anciens » par moitié, on notait la présence de camarades des partis de gauche, notamment de MM. Le Brun, maire communiste du Guilvinec et de M. Dilosquer, candidat P.S.U. aux dernières élections législatives. L'exposé de Leprohon porta sur la situation bretonne et sur la nécessité d'accepter et de défendre les solutions de l'U.D.B. Des questions furent posées sur le financement nécessaire au redressement de la situation bretonne, sur la conserverie bretonne. Orateurs et auditeurs tombèrent enfin d'accord pour se féliciter de l'union de la gauche pour la Bretagne telle qu'elle est pratiquée au Guilvinec.

## SOUSCRIPTION PERMANENTE POUR « LE PEUPLE BRETON »

Plusieurs signes nous prouvent l'intérêt indiscutable que vous portez au **Peuple breton** et l'estime que notre journal rencontre de plus en plus.

Un de ces signes est le grand succès, croissant, des ventes à la criée de notre publication : ces ventes ont atteint à l'occasion des mois de juillet et d'août des totaux records depuis la création du journal.

Un autre signe tient dans la multiplication de nos points de ventes permanents, attestée ci-contre. Ces dépôts servent grandement notre journal en assurant sa présence régulière dans des villes et des bourgs qui seront de plus en plus nombreux.

Un troisième signe vient de l'abondance du « Courrier des lecteurs » et de la qualité de nos correspondants occasionnels. Si l'on ajoute à cela la grande variété professionnelle ou géographique de ceux qui nous écrivent, l'on comprendra que — peu à peu — notre journal avance sur la voie que nous nous sommes tracés : être l'organe de presse de tout le peuple breton. Ce projet ambitieux, vous pouvez aider à ce qu'il cesse de plus en plus d'être un rêve pour devenir progressivement une réalité tangible. Une réalité pour... les ennemis de la Bretagne (et ils sont légion !) comme pour ses fils et ses amis. De l'argent, toujours de l'argent ! voilà ce qu'il faut — à notre époque plus encore qu'à celle de Lamennais qui s'écriait cependant déjà : « Silence aux pauvres ! » lorsque des lois françaises scélérates réservaient la presse aux fortunés... Vous ne permettrez pas que le manque d'argent impose silence à la Bretagne, vous continuerez au contraire à aider, peu ou prou — peu importe ! — **Le Peuple breton** et nous vous en remercions d'avance.

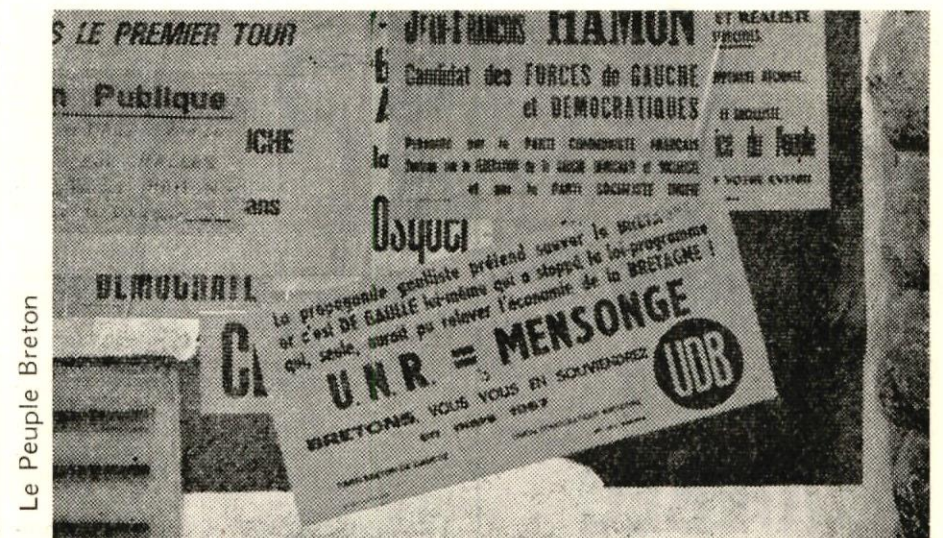
### Huitième liste

Yves Le Berre, Rennes .....	20,00 F
C.A.N., Napoli .....	10,00 F
Anonyme, Brest .....	50,00 F
Anonyme, Breizh .....	10,70 F

Total de la huitième liste .... **90,70 F**  
Report des listes précédentes .. 1 156,50 F

TOTAL ..... **1 247,20 F**

Les participations à la souscription doivent être adressées au **Peuple breton**, B. P. 103, Rennes ; C.C.P. 2 365-76, Rennes, en précisant au dos de l'envoi : **Souscription**.



Le Peuple Breton

## PRESENCE DE L'U.D.B... EN PAYS BIGOUDEN



# LE PEUPLE BRETON

se penche sur son passé

## Chronique culturelle

### Meven Mordiern - I.

A une extraordinaire capacité de travail, Fransez Vallée joignait une non moins extraordinaire indolence dont il ne s'était jamais entièrement débarrassé. Ce grand collectionneur de fiches, cet inlassable compilateur de notes aurait sans doute laissé assez peu de choses derrière lui s'il n'avait pas été perpétuellement harcelé par un homme dont l'œuvre allait devenir indissociable de la sienne.

Le 26 septembre 1920, Fransez Vallée a soixante ans. Pour beaucoup de robustes fonctionnaires, c'est l'âge de la retraite. Pour lui, bien que sa santé donne de plus en plus d'inquiétudes, c'est une nouvelle carrière qui commence avec la venue en Bretagne de son ami Meven Mordiern, de son vrai nom René Le Roux.

Curieuse figure que celle de ce Vendômois à la culture encyclopédique, qui, en lisant Camille Jullian et Henri Martin, s'était pris d'une telle passion pour la civilisation celtique, qu'ayant appris le breton, il avait décidé de consacrer sa vie à lui reconquérir ses droits de langue noble. Le breton ? Ar yez Veur. « C'est lui le Grand Nécessiteux de ce pays... c'est lui la grande affaire de ce pays... »

#### TALAR AN HOC'H

Ancien élève de Gaidoz, de d'Arbois de Jubainville et de Salomon Reinach à l'École de Louvain, Mordiern pratiquait couramment l'anglais et, outre la linguistique, s'intéressait passionnément à la préhistoire, à l'histoire, à l'archéologie et aux sciences naturelles. C'est à Saint-Hélouy, près de Pordic, qu'il avait élu domicile, ce qui lui permettait de venir plusieurs fois par semaine travailler avec Vallée à Saint-Brieuc. Les premiers fruits de leur collaboration furent ces *Notennoù diwar-benn ar Gelted kozh* qui retracent dans une langue

maniaques des héritiers de Le Brigant ou de Malo Corret de la Tour d'Auvergne, ce valeureux aristocrate républicain dont les exploits guerriers et le celtisme canalaesque surent monopoliser la fierté de Carhaix-la-Rouge, au détriment de Sébastien Le Balp, obscur tabelion du Poher qui eut le mauvais goût de rêver de liberté et de justice sociale, un siècle avant les sans-culottes de Paris.

Un des grands mérites de Meven Mordiern fut donc d'introduire chez nous, ce souci de sérieux et de rigueur qui nous avait tant fait défaut auparavant. Avant tout, il entendait faire œuvre scientifique. Il suffit de relire *Talar an Hoc'h* (1) pour saisir toute l'importance qu'il accordait aux « connaissances saines, précises, nombreuses, sérieuses et toujours améliorées », seules bases d'une véritable culture moderne. Sur tous les plans, dans toutes les sciences, le champ est libre pour ceux qui veulent œuvrer pour le breton et par le breton. « Je dis bien par le breton. Car on ne sauve pas, on ne relève pas une langue en écrivant et en s'exprimant dans une autre. Ce fut pourtant là, la grande erreur des bourgeois de ce pays. »

Le petit bourgeois bas-breton peut bien s'insurger avec Iwan an Diberder. « Faire du breton ma langue, cela équivaldrait pour moi à descendre au niveau d'une variété européenne de Canaque. Merci bien ! A d'autres ! Au fond du jardin les poireaux ! ». Le Vendômois Le Roux n'en démord pas : « Il faut posséder la langue qu'on entend sauver et en faire non seulement, la langue de son esprit, mais aussi celle de son cœur... Loin de se laisser appauvrir par elle, il faut l'enrichir de tous ses dons et de toutes ses richesses. » Travailler pour le breton, par le breton, telle est la règle, *Talar an Hoc'h*, le sillon du Sanglier, que Meven Mordiern suivra toute sa vie. D'ailleurs, à quoi bon se réclamer des Celtes et exalter les valeurs de leur civilisation, si l'on fait fi de la seule chose qu'il y ait de vraiment celtique en Bretagne, la langue. Tout le reste n'est que régionalisme, car « Les trente mille noirs des Etats-Unis qui parlent gaélique de père en fils depuis plus de deux cents ans, peuvent plus valablement se recommander des Celtes que les quatre millions d'anglicanistes qui ont créé l'Etat-libre d'Irlande. »

#### LES « SKETLA SEGOBRANI »

Encore que présentée d'une façon romancée, la deuxième œuvre commune que Vallée et Mordiern écrivirent en collaboration avec Ernault restait fidèle à la règle. Les trois volumes des *Sketla Segobrani*, les Histoires de Segobranos, promènent le lecteur aux quatre coins du monde barbare et brossent une large fresque de ces peuples aux noms sonores et colorés qui composaient l'Europe celtique. En fait, c'est le prétexte à une magistrale évocation des légendes, des croyances et des mœurs des anciens Celtes. Bien que certaines pages de cette œuvre restent quelque peu hermétiques parfois, pour des lecteurs nourris de lettres exclusivement françaises et plus familiarisés avec la mythologie gréco-latine qu'avec les exploits de Lugus ou de Taranis, il en est d'autres, encore toutes parfumées de senteurs forestières, qui semblent parfois retrouver un peu du souffle des anciennes sagas.

« Adaquichanta sur le berceau, des chants sacrés qui racontent le commencement du monde, la naissance des Dieux, leurs jeunesse, leurs mariages et leurs morts. Le son de la voix berça les deux nouveaux-nés, le frère et la sœur, Manos et Bena, Ebuos et Derva, Atir et Mâtir, progéniture du loup, enfants de la

## Réflexions sur la Bretagne touristique...

(Suite de la page 5)

formation bretonne. Le souci de paraître en public et de se ménager du bon temps entre deux représentations, l'emporte trop encore sur d'autres plus essentiels. On ne peut s'empêcher de citer ces lignes de R. Lafont : « Nous savons que les pouvoirs colonisateurs ont favorisé le folklore des peuples soumis. Ce folklore ne peut être utilisé positivement par ces peuples qu'une fois abolie la dépendance économique et reconstituée la véritable dignité culturelle. Pour l'instant, il est à ranger parmi les phénomènes de déculturation que la colonisation entraîne avec elle. Déculturation et exotisme sont toujours synonymes » (1).

Ce n'est pas seulement en tant que député que le gaulliste Michelet a présidé cette année aux « fêtes de Cornouaille » et ce n'est pas pour rien que la télévision « régionale » se déchaîne et veut nous faire croire que pendant deux mois la Bretagne n'est que chants et danses.

La matière ne manque pas et nous pourrions choisir bien d'autres faits, nous interroger par exemple sur la présence de ce poteau électrique qui surgit au milieu de la chaussée d'une avenue de Rennes, à l'entrée d'un virage, ou sur cet extraordinaire panneau routier « ubuesque », aperçu entre Fougères et la « frontière bretonne » : en métal, solidement fixé, avec des allures tout ce qu'il y a de définitif, il dit :

terre. Matugenos vint et chanta sur le beceau, les chants puissants, les chants magiques. Entre ses doigts tournait la baguette d'if. Le vent baissa, l'eau adoucit son murmure, les oiseaux se turent sur les branches élevées, le lynx cessa de grimper au tronc d'arbre et ferma les yeux à demi. Le serpent s'arrêta dans la fougère, le cheval tressaillit. Et un grand calme s'étendit sur les bois et sur les eaux, dans le ciel et sur la terre...

...La race des Celtes a grandi sous le toit des nuages, au temps jadis, entre les murs des bois, sur le seuil des eaux. A la lumière d'Eskios ; elle a dormi nue sur le sein de la Terre. Adaquichanta, se penchant au-dessus d'elle, veillait sur son sommeil. Dans les rayons de Sulis, elle a lutté avec les petits de l'Ours et du Sanglier ; elle a défié à la course, les fils de l'étalon sauvage. Elle a sucé le lait d'une géante vigoureuse ; un dieu l'a prise dans ses bras et pressée sur son cœur...

D'aucuns ont voulu trouver dans les *Sketla Segobrani*, une sorte de message raciste adressé aux Bretons du vingtième siècle. Certes, il est difficile de voir en Mordiern un progressiste authentique au sens où nous l'entendons aujourd'hui. A l'inverse de Vallée, il n'a jamais caché son mépris, pour ce qu'il appelait cette « paysantaille crasseuse et inculte » qui, selon lui, n'aurait perpétué le verbe des Taliésin et des Gwenc'hlan que par pure paresse. Les causes politiques, économiques et sociales du drame breton semblent lui avoir échappé, mais c'est sans équivoque qu'il a exprimé son point de vue sur les prétentions nazies :

« Dans l'Antiquité, il y a eu en Perse et aux Indes, des peuples qui se désignaient sous le nom d'Aryens. Il n'y a pas de race aryenne... Il n'y a pas plus de race aryenne que de langue dolychocéphale ou brachycéphale. » (2).

Ailleurs, il prend nettement position contre le mythe de la race supérieure :

« Contrairement à ce que pensent beaucoup de nos contemporains, il n'y a pas de race, pas de peuple, qui, par le sang ou la nature, soit supérieur aux autres. » (3).

Sa culture est trop vaste et trop profonde pour qu'il puisse accorder le moindre crédit, à ceux qui cherchent dans l'exaltation de la race, le moteur d'un renouveau breton. Il a lu les œuvres de Pittard et de Kraitschek et il sait que les Allemands du Troisième Reich n'ont pas plus que les autres le droit de se réclamer d'un ne sait quelle pureté raciale. Quant à ces peuples qu'on dit « sauvages », il se refuse ré-

« Attention ! bandes axiales provisoirement effacées sur 8 km » ! On pourrait aussi méditer sur le nombre élevé de policiers en service sur les routes bretonnes en été. Un exemple authentique : un camarade de l'U.D.B. a pu parcourir 623 km sur autoroute entre Lübeck (Allemagne) et Liège (Wallonie) en rencontrant en tout et pour tout deux policiers, et aucun accident.

Le même camarade, rentrant en Bretagne, a compté sur les 73 km de route médiocre qui séparent Laval de Rennes, 22 policiers et gendarmes dont huit occupés auprès de deux accidents, huit verbalisant et six... guettant leur proie ! L'argent dépensé chaque année chez nous à tisser un tel réseau répressif ne serait-il pas mieux employé à créer des routes modernes, sans attendre 1985, comme le voudrait un journal gaulliste ? (2)

Souhaitons à beaucoup de nos compatriotes de pouvoir saisir au moins une occasion de voyager à l'étranger et de revenir avec des yeux débarrassés des voiles de la propagande française et un regard critique, générateur d'engagement politique.

R. DINAN.

(1) in « La Révolution régionaliste », pp. 208-209. NRF, éditeur.

(2) Bretagne-Magazine - N° 19 - juin 1967, p. 21.

solument à les rejeter au bas de l'échelle. Il vante la beauté et l'esprit des Polynésiens, si doués pour la musique, le chant et la danse, avant que la « canaille européenne » (4) leur apporte l'alcool, la syphilis et la promesse d'un feu d'artifices atomique sur leurs archipels. Il n'est pas jusqu'aux aborigènes d'Australie que l'on s'est plu à présenter comme les plus contestables des êtres humains, qui, ne vaillent mieux que leur réputation. Bien des Blancs pourraient envier leur intelligence et leur ouverture d'esprit.

Il n'y a pas besoin de cotoyer bien longtemps certains indigènes de notre « Extrême Ouest » national pour que cette vérité s'impose d'elle-même !

En résumé, Mordiern est en sympathie avec tous les peuples et toutes les cultures car « Il n'est rien de plus étouffant, de plus mortel pour la Civilisation que cette Unité que les peuples oppresseurs qui cherchent à détruire toutes les cultures et toutes les langues étrangères, font peser sur de grandes parties du monde. » (5).

Alors qu'un Olier Mordrel s'efforce dans *Stur* d'ériger en doctrine les tendances les plus troubles du Mouvement Nationaliste, et de jeter les bases d'une Révolution Bretonne fondée sur le culte de la race et la haine de la démocratie, il est réconfortant de trouver dans les *Prederiadennoù* de Meven Mordiern, un antidote à ces idées empoisonnées qui allaient nous faire tant de mal.

Yann-Ber PIRIOU.

#### NOTES

- (1) *Talar an Hoc'h*. gant Meven Mordiern — PREDER — Kaler 57 meurzh 1964.
- (2) *Prederiadennoù*. L. VI p. 9 — meurzh 1936.
- (3) *Prederiadennoù*. L. IV p. 49 — du — 1935.
- (4) *Prederiadennoù*. L. VI p. 40 — meurzh 1936.
- (5) *Prederiadennoù*. L. VI p. 8 — meurzh 1936.

réservez vos achats  
pour  
nos annonceurs

CARROSSERIE AUTOMOBILE  
Passage au marbre - Peinture dans cabine  
**JEAN CAZEAUX**  
Le Poteau-Vert  
29 S - CONCARNEAU

impeccable et précise à souhait, l'histoire de l'Antiquité Celtique.

« Depuis une dizaine d'années environ, il est souvent question des Celtes et plus d'un mensonge est énoncé à leur sujet, aussi bien par celui qui les défend et en fait l'éloge que par celui qui les raille et les méprise. Entre les deux extrêmes, l'image des anciens Celtes apparaît imprécise ou déformée au gré de la volonté ou du rêve de celui qui parle... Condenser, ordonner et traduire en breton clair et pur les notions les plus indispensables sur la civilisation et l'histoire des anciens Celtes, les rassembler pour en faire un tableau de synthèse, bien qu'aussi complet que possible, telle fut notre tâche. »

Lorsque l'on a surtout connu la maigre littérature de lettrés de villages et les interminables couplets des chanteurs de foires, il y a de quoi être un tantinet étourdi devant les cinq cents pages de ce copieux volume. Bien qu'étant d'une lecture agréable, les *Notennoù* ne laissent aucune place aux habituelles divagations celto-

ENTREPRISE DE TRAVAUX PUBLICS  
TERRASSEMENTS — VOIRIE — CARRIERES  
**Yves LE PAPE & Fils**  
29 S - PLOMELIN - Tél. 117

ADHEREZ A L'U.D.B. — REJOIGNEZ L'U.D.B. — ADHEREZ A L'U.D.B. — REJOIGNEZ L'U.D.B. — ADHEREZ A L'U.D.B.  
REJOIGNEZ L'U.D.B. — ADHEREZ A L'U.D.B. — REJOIGNEZ L'U.D.B. — ADHEREZ A L'U.D.B. — REJOIGNEZ L'U.D.B.

# ALERTE A LA SECURITE SOCIALE !

(SUITE DE LA PAGE UNE)

mais aussi pour les cadres, ce qui explique l'hostilité de leur syndicat, la C.G.C., à cet aspect de la « réforme ». Sait-on par exemple que pour un ingénieur très hautement qualifié gagnant 5000 F par mois, la cotisation uniquement au titre de la S.S. va passer de 393,30F à 514,80 F ? Cette charge supplémentaire pour les entreprises va inévitablement se répercuter sur les prix de revient et l'augmentation du coût de la vie qui va en résulter fait que ce sont en définitive les travailleurs qui payeront la note chez l'épicier ou le droguiste...

**LE CONTROLE DES CAISSES EST ENLEVE AUX OUVRIERS :** C'est là l'aspect fondamentalement anti-démocratique de la « réforme » où le national-gaullisme montre bien son visage de régime lié au patronat et aux monopoles les plus réactionnaires. Rappelons qu'à la création de la Sécurité sociale, c'est l'inverse qui était recherché. L'ordonnance de 1945 précisait : « Le plan de Sécurité Sociale ne tend pas uniquement à l'amélioration de la situation matérielle des travailleurs, mais surtout à la création d'un ordre social nouveau dans lequel les travailleurs aient leurs pleines responsabilités ». Or depuis longtemps, le patronat réclamait l'inverse : le rapport Piketty du 1<sup>er</sup> juillet 1965 demandait de modifier la structure des Conseils d'administration des caisses qui place ces organismes « sous le contrôle majoritaire de tendances radicalement hostiles à toute politique de contrôle efficace des prestations servies » pour en venir à une forme « paritaire » (la moitié des postes d'administrateurs aux patrons). Le national-gaullisme donne satisfaction au patronat : aux caisses primaires de la Sécurité sociale, les administrateurs élus démocratiquement par la base seront désormais nommés directement par les organismes représentés dans des limites fixées par les ordonnances. Voyons dans le détail : à la S.S. la C.G.T.

au lieu de 977 élus aura 363 sièges, aux allocations familiales (AF) au lieu de 708 élus elle aura 333 sièges, soit en tout — 989 sièges ! La C.F.D.T. passe de 526 élus à 242 sièges à la S.S. et de 316 élus à 222 sièges aux A.F., soit en tout — 378 sièges, etc... Le patronat, lui, passe de 378 élus à 1089 sièges à la S.S. et de 446 élus à 999 sièges aux A.F., soit + 914 sièges !

Quand on sait, de plus, que le gouvernement a eu l'audace de distribuer gracieusement 232 sièges (121 à la S.S. et 111 aux A.F.) au syndicat-bidon C.F.T.C. Sauty qui se caractérise jusqu'ici par ses nombreux passages à la télévision d'Etat et son absence dans les luttes ouvrières (1), que le syndicat des cadres reçoit 181 sièges supplémentaires (+ 70 à la S.S. et 111 aux A.F.), on voit la manœuvre : à eux seuls les patrons (C.N.P.F.) ont 2088 sièges, les syndicats ouvriers et cadres 2088 sièges ! Il suffira donc au patronat d'aller chercher 1 seule voix chez les cadres ou la C.F.T.C.-Sauty ou à F.O. pour avoir la majorité absolue à la sécurité sociale et aux caisses d'allocations familiales. Il n'y a là aucune difficulté : De Gaulle vient de donner la plus belle conquête ouvrière au patronat : c'est un recul de plus de vingt ans en arrière, qui nous ramène aux beaux temps de la collusion patronat-pétainisme !

De Gaulle avait-il le droit de faire cela ? **LES PATRONS ONT-ILS LE DROIT A LA MOITIE DES SIEGES ? Absolument pas !** Les fonds de la Sécurité sociale appartiennent exclusivement aux travailleurs. Rappelons qu'ils résultent d'un prélèvement sur leurs salaires et d'une « cotisation patronale ». Mais celle-ci entre dans le calcul de la main d'œuvre au même titre que les salaires et est intégralement répercutée dans les prix de revient.

Les cotisations de Sécurité sociale sont donc payées non pas par les patrons, mais par les travailleurs en tant que salariés d'une part (la retenue sur leurs salaires) et en tant que consommateurs d'autre part (cotisations patronales incorporées au prix de revient). Les patrons n'ont aucun droit de regard au financement de la Sécurité sociale : De Gaulle leur en donne le contrôle !

Voilà l'œuvre du gouvernement soutenu par les UNR et Giscardiens de Bretagne !

Ce n'est pas ici l'objet de régler la question du déficit de la S.S. Mais même à supposer que l'on veuille mettre ce budget en équilibre — ce qui n'est nullement naturel et obligatoire, nous l'avons vu — **QUE POURRAIT-ON FAIRE D'AUTRE ?** Les syndicats ont expliqué leurs vœux :

● Le patronat doit payer ses 200 milliards d'anciens francs en retard. C'est là l'argent des travailleurs. Aucun texte des ordonnances n'est prévu pour mettre les mauvais payeurs au pas !

● L'Etat doit prendre à son compte des charges qui lui reviennent et qu'il fait supporter au budget de la S.S. Ces charges ont été calculées à 400 milliards d'anciens francs par an ! C'est l'Etat lui-même qui creuse le trou dans les finances de la S.S. Les ordonnances ne prévoient le transfert à l'Etat que de 100 milliards d'anciens francs...

● Le coût exagéré de système des soins médicaux peut-être diminué : « Il est un fait que bien souvent les actes médicaux sont multipliés sans intérêt pour le malade, pour y remédier la C.F.D.T. demande que soient encouragés et développés les formes de médecine d'équipe, les cabinets de groupe, les maisons médicales, qui permettraient une utilisation rationnelle des équipements et l'organisation de secrétariats médicaux chargés de tenir un dossier unique par malade » (communiqué de la C.F.D.T. du Finistère).

● Nationalisation des industries pharmaceutiques. Le gouvernement se contente d'une baisse de 3 % des médicaments !

Enfin, il faut évoquer un danger qui concernera particulièrement la Bretagne : on envisage la régionalisation des caisses de sécurité sociale. A première vue, on peut-être satisfait de cette mesure. Certains, dans le mouvement breton, le sont. C'est faire preuve d'esprit de courte vue. En effet « la régionalisation » entraînera la nécessité d'équilibrer recettes et dépenses au niveau des « régions ». Ce seront donc les régions pauvres, la Breta-

gne en particulier, qui seront gravement limitées dans leur politique de santé. Le cartel de défense de la S.S. d'Ille-et-Vilaine l'a bien vu qui précise que cette mesure « lèserait encore davantage les assurés sociaux du département qui arrive au 72<sup>e</sup> rang » pour les salaires payés ! (2).

Que faire ? L'union de tous les assurés sociaux est nécessaire. Cette union sera difficile : le patronat est heureux de la réforme, la confédération générale des cadres n'est hostile qu'au « déflafonnement », la C.F.T.C.-Sauty ne bougera pas étant donné l'aubaine inespérée qui lui est faite en matière de postes d'administrateurs, F.O. même ne serait pas mécontent : en effet si sa répartition des sièges diminue (— 127 sièges) son retard aux élections diminue considérablement avec la « réforme » gaulliste : par rapport à la C.G.T., il passe à la S.S. de — 575 élus à — 121 sièges, et aux A.F. de — 509 élus à — 111 sièges ; par rapport à la C.F.D.T., il passe à la S.S. de — 134 élus à 0 et aux A.F. de — 117 élus à 0 !

Une fois de plus, le gaullisme vise à diviser les travailleurs face au bloc uni du patronat. La seule réponse à lui faire doit être celle de la lutte sans merci, dans l'unité la plus grande possible (3), lutte qui doit commencer rapidement avec l'information parallèle du public — et aller très loin. L'U.D.B. pour sa part est prête à appuyer totalement toute forme de combat pour la défense de la santé des travailleurs. Elle est même favorable à une grève générale qui reste encore l'arme n° 1 de la classe ouvrière.

Ronan LEPROHON

Ancien Président de la section de Rennes de la M.N.E.F.

Ancien administrateur national de la Mutuelle nationale des Etudiants de France

(1) Ainsi aux récentes élections des comités sociaux des établissements de la Défense nationale les syndicats ont eu : C.G.T. : 42 %, F.O. : 22 %, C.F.D.T. : 21,4 %, C.F.T.C.-Sauty : 5,94 % des voix ! De plus la C.F.D.T. précède partout le syndicat « Sauty » dans son fief même, en 1965 : la VI<sup>e</sup> région militaire.

(2) D'une étude récemment publiée par **Entreprise**, il ressort que la Bretagne est la dernière pour la productivité (indice 74,2 contre indice 118,1 pour Paris). Par rapport à la moyenne française des salaires (19 606 francs) c'est encore la Bretagne qui est dernière avec un revenu global moyen par ménage de 16 972 F en Bretagne contre 25 079 francs dans la région parisienne. La S.S. étant financée, en France, par les salaires on voit où la « régionalisation » de style gaulliste peut mener la santé bretonne !

(3) L'union doit être totale car si le national-gaullisme ne s'attaque présentement qu'au régime général, ce n'est qu'un premier pas. Il l'a dit d'ailleurs avec cynisme, lors du communiqué du Conseil des Ministres du 12 juillet 1967 : « Dans un premier temps, il s'agit de prendre des mesures touchant au régime général, mais dans un deuxième temps, il faudra considérer les adaptations qui devront être apportées aux régimes particuliers ». Le secteur public et nationalisé est ainsi pévénu : il doit être aux côtés de tous les travailleurs, car il sera lui aussi attaqué sous peu si la première manœuvre gouvernementale n'est pas mise en échec !

Votre meilleure  
preuve d'amitié :  
**ABONNEZ-VOUS**  
ou **ABONNEZ**  
**L'UN DE VOS AMIS...**

Jusqu'à fin septembre, souscrivez au livre de Ronan Caerléon  
382 pages, photos et documents : 22 F. (franco)  
**COMLOTS POUR UNE REPUBLIQUE BRETONNE**  
(Les dossiers secrets de l'autonomisme breton)  
C.C.P. PARIS 7664-29 - R. CAOUISSIN - 55, rue de la Fontaine  
92 - FONTENAY-AUX-ROSES

## Réflexions

### sur la

### Bretagne

### touristique...

Les voyages à l'étranger présentent entre autres avantages celui de nous donner au retour des yeux prompts à repérer les défauts de la cuirasse que, de notre côté, nous offrons en spectacle aux visiteurs de ce pays. Il est salutaire de jouer au touriste en traversant les villes et en suivant les routes, au risque d'être parfois désagréablement surpris. Nous porterons notre attention sur quelques faits notés au hasard de déplacements sans souci de présentation rigoureuse.

Commençons par un moyen démocratique de passer des vacances, le camping, dont les adeptes sont chaque année plus nombreux. Notre deuxième grande ville, Rennes, offre aux nomades d'un été, un terrain qui par son piteux état devrait faire rougir de honte les citoyens rennais. Nous nous souvenons de ces Flamands, victimes parmi d'autres, arrivant un soir avec leur caravane et faisant la triste découverte de l'incurie des élus municipaux. On s'étonne de voir malgré tout quelques tentes sur ce champ bosselé.

Transportons-nous maintenant dans la capitale de la Cornouaille, après avoir au passage remarqué entre Bannalec et Quimper un vaste dépôt d'ordures, spectacle (sans parler de l'odeur) inadmissible le long d'une route aussi fréquentée. Ce serait faire preuve de naïveté de croire que l'agglomération quimpéroise possède, ne disons pas un excellent, du moins un bon site de camping. Il y a bien, du côté de la route de Pont-l'Abbé, un emplacement, annoncé à cent mètres par une pancarte, mais offrir aux campeurs les allées gravillonnées de ce qui ressemble à une propriété privée est se moquer d'eux.

Une fois arrivé là (sans trop savoir comment), on saisit pourquoi il n'y a pas d'indications en ville : cela vaut évidemment mieux... Faute de pouvoir planter sa tente là où se déroule le « plus grand festival folklorique d'Europe », on commence à errer dans les environs, à prendre par exemple la route de Locronan, la dernière route à suivre d'ailleurs quand on veut camper, mais encore faut-il savoir qu'elle traverse une campagne presque désertique. C'est alors un soulagement lorsqu'on aperçoit à l'entrée de la cité de Saint-Ronan un panneau « camping aménagé ». Il ne doit pas être désagréable de passer une nuit dans cette région. Hélas ! nous ignorons toujours où se trouve ce terrain de camping « aménagé », malgré la collaboration aimable d'un ou deux habitants. De kilomètres en kilomètres, la voiture roulera jusqu'à Châteaulin où, de nuit, nous monterons la tente et goûterons enfin un sommeil réparateur.

Revenons à Quimper, pour parler des fêtes folkloriques et du malaise qu'elles provoquent parfois. Des discussions avec des membres de bagadou ou de cercles celtiques permettent difficilement de partager l'optimisme sans réserves des dirigeants de la confédération « Kendalc'h », qui voient dans tous ces groupes des écoles de

(Suite page 4)

PEINTURE - DECORATION

L. KERYEL

10, rue Amiral-Linois  
N-29 - BREST

Revêtements (murs et sols)



## IFFIG

— tient à annoncer au monde une nouvelle conquête brillante des forces armées françaises,

— a appris en effet, qu'à quelques exceptions près, tous les indigènes de l'île Longue (Finistère) ont été expulsés fin août...

— admire l'économie de moyens mis en œuvre pour cette conquête ; le prix d'expropriation ayant été fixé de 0,60 F à 1,20 F le m<sup>2</sup> !

— rappelle que le prix moyen du m<sup>2</sup> est de 20 F dans la région pour le terrain à bâtir : dans un site merveilleux comme celui de l'île Longue, ce prix aurait pu tourner raisonnablement autour de 50 F le m<sup>2</sup>...

— connaît, à ce propos, quelques uns qui n'ont pas eu de soucis financiers pour leurs vacances : ce sont les officiers de marine de Brest qui se sont tout simplement installés dans les maisons des expulsés !

— est d'autant plus persuadé de l'excellence de ces vacances « militaires » françaises que le calme régnait dans l'île Longue, l'entrée de la presqu'île étant solidement interdite par un détachement de marins.

— hausse donc les épaules en entendant de jeunes excités de l'U.D.B. parler de colonialisme et d'occupation militaire, ce qui ne repose sur rien !

— a lu avec plaisir dans le très gaulliste « Bretagne-Magazine » que les conséquences de la marée noire avaient été complètement effacées grâce à l'effort de notre gouvernement bien aimé...

— se demande avec perplexité ce qui a pu, dans ces conditions, pousser le conseil municipal de Pleubian à démissionner parce que la compagnie des militaires qui devait terminer le nettoyage à la vapeur du quai de Port-Béni et des rochers de Kermagen a quitté les lieux sans achever son travail...

## BAR BRESTOIS

1, place Sainte-Anne - RENNES

Le rendez-vous des Finistériens

Ouvert jusqu'à minuit

CHOUCHEN - TÉLÉVISION - LECTURE

# Votez LE FOLL

(SUITE DE LA PAGE UNE)

programme minimum démocratique régional de l'U.D.B., il a co-organisé la rencontre « régionaliste » et socialiste de Saint-Brieuc, il se rend le 9 septembre à Lorient — malgré les nécessités électorales — à la journée d'action régionale progressiste organisée par le mouvement culturel breton « Ar Falz ». Richet, lui, est U.N.R. : on sait ce que cela veut dire : une Bretagne sous-développée, le breton banni de la télévision et absent de l'enseignement, des jeunes obligés d'emigrer ou de s'inscrire comme C.R.S. ou militaires, ceux-ci omniprésents et insolents de puissance dans leur « réduit breton » (voir les échos d'Iffig de ce mois).

En conséquence, l'U.D.B. n'a pas à hésiter une seconde : comme le 5 mars, comme le 12 mars, elle vous demande, amis briochins de voter breton, de voter LE FOLL. Vous aurez d'autant plus de raisons de le faire que l'honneur de Saint-Brieuc et de la Bretagne est un peu en jeu : à la provocation du régime, nous devons répondre par un camouflet et il n'en sera pas de meilleur le 24 septembre qu'une victoire du candidat unique de la gauche.

R. L.

## entre les lignes

« On dirait bien qu'au Québec, de Gaulle continuait sa campagne auprès de nous. J'ajoute — une fois n'est pas coutume — qu'à mon sens profond, il avait raison. Imaginez, quelque part, dans le monde, de préférence au cœur de quelque brousse africaine, sous des paillettes, six millions de citoyens menacés et brimés, au sein d'une fédération inconsistante et d'ailleurs satellite d'un grand impérialisme. Nous prendrions feu et flamme, nous hurlerions à l'indépendance. Il suffit que ces malheureux soient français de langue et d'esprit pour que nous ricanions aussitôt !... »

(Maurice Clavel - « Le Nouvel Observateur » - 21-8-1967).

... Imaginez, quelque part, dans le monde, de préférence au cœur de quelque pays européen, sous le chaume, trois millions de citoyens menacés et brimés, au sein d'un Etat centralisé consistant et d'ailleurs chef d'un grand impérialisme. Les Français prendraient feu et flamme, hurleraient à l'indépendance. Il suffit que ces malheureux soient bretons de langue et d'esprit pour que les Français ricanent aussitôt...

## LE PROBLÈME BRETON DE BREST A NANTES



— COTES-DU-NORD. A l'occasion d'une réunion du Conseil municipal de Perros-Guirec, le maire a évoqué la future construction à Paris du réseau express régional, car il paraît que pour la décoration de ce métro, il sera fait emploi de granit rose de Sardaigne et qu'un marché de 690 millions d'anciens francs serait à passer rien que pour la seule gare de la Défense, alors que les granitiers bretons n'ont même pas été consultés ! Le maire s'est « étonné » qu'un marché d'une telle importance soit passé avec un pays étranger alors que le bassin de la Clarté-Ploumanac'h peut fournir un granit rose très renommé et qu'un net ralentissement de l'activité se fait sentir dans les carrières bretonnes. Ce fait prouve, une fois de plus, que Paris se moque ouvertement de la Bretagne et de ses intérêts économiques et tout le reste n'est que propagande électorale nationale-gaulliste !

— FINISTÈRE. La situation agricole et industrielle de ce département, souvent présenté dans la presse gaulliste comme une exception, continue d'inspirer de graves inquiétudes aux responsables de tous ordres. Cet été encore, sur les 1 800 à 2 000 tonnes d'artichauts offerts chaque jour sur les marchés du Léon, la moitié seulement trouvait preneur. Les invendus qui ne trouvaient pas de débouchés dans les conserveries de la région furent jetés dans les champs et enfouis comme engrais verts. Par ailleurs les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. de l' Arsenal de Brest ont adressé deux lettres au ministre des Affaires sociales, pour protester contre les projets de démantèlement de la sécurité sociale et au ministre des Armées, pour lui dire leurs soucis devant la situation des salaires.

— ILLE-ET-VILAINE. Tous les corps de métiers sont dans la lutte pour de meilleures conditions de vie. Voici quelques exemples. Les ouvriers : fin juillet, les ouvriers de l'entreprise Sainrapt et Brice, de Bruz, se sont mis en grève à cause du licenciement arbitraire d'un de leurs camarades. Les pêcheurs : réunis à Miniac-Morvan, les syndicats C.F.D.T. des officiers et marins de grande pêche demandèrent la rotation des équipages, ceux-ci ne devant être en mer que 280 jours par an, au maximum. Les marins veulent que leur métier soit humanisé par la mécanisation. Les paysans : Les agriculteurs ont manifesté avec discipline à Melle contre le projet actuel de remembrement qui ne répond pas au but recherché, à savoir faciliter le travail des paysans en diminuant le nombre des exploitations et en rapprochant les parcelles du siège de l'exploitation. Rappelons que, par ailleurs, la venue du ministre E. Faure à Rennes avait

été marquée par de nombreux sabotages de lignes téléphoniques exécutés en bordure des voies ferrées.

— LOIRE-ATLANTIQUE. Malgré la soi-disant politique d'indépendance du gouvernement national-gaulliste, la pénétration du capitalisme américain se poursuit à un rythme accéléré, en Bretagne comme ailleurs. Après l'affaire Purina, aurons-nous à nous plaindre de l'affaire B.N. ? On annonce en effet que la société yankee « General Mill's » deviendrait propriétaire de la Biscuiterie Nantaise par l'achat de 60 % des actions de cette société qui est la première firme bretonne et la seconde de l'hexagone. Pour l'instant, cette opération, qui se fait avec la bénédiction et l'appui du gouvernement français, ne porterait que sur l'introduction en France, par le canal de la B.N., de produits américains non produits par la B.N. On en reparlera... Par ailleurs le Comité d'entreprise des établissements E.V.O., de Nantes, a appris le 5 septembre le licenciement de huit ouvriers, dont une déléguée C.F.D.T. Ces huit licenciements s'ajoutent à quinze licenciés du mois de juillet, lors de l'annonce d'une concentration entre les établissements E.V.O. et Luneau. Une grève de protestation d'une demi-heure a été observée chez E.V.O., où les délégués C.F.D.T. ont refusé les mises à pied annoncées.

— MOR-BIHAN. Le syndicat des pêcheurs de Quiberon a voté une motion de protestation contre la concurrence déloyale qu'il subit de la part des touristes, chasseurs sous-marins et plaisanciers qui vendent illégalement le produit de leur pêche à des prix qui cassent le marché. Par ailleurs, dans un article « Pour une Bretagne propre », notre confrère socialiste Le Rappel du Morbihan se plaint de la saleté de nos murs livrés à l'anarchie de l'affichage commercial ou de la propagande électorale et dit : « A ce propos, qu'attend notre candidat-ministre battu pour faire disparaître les hideuses séquelles de sa campagne à l'américaine, de Groix à Cléguer ? N'est-il pas inadmissible d'en « admirer » encore les manifestations sur tous nos murs, nos lampadaires, nos panneaux de signalisation routière, nos refuges d'autobus, nos transformateurs, nos poteaux téléphoniques, nos barricades de chantiers, de bâtiments, etc... Le gouvernement auquel il appartient encore ne serait-il pas mieux inspiré d'agir en ce domaine que de pourchasser les automobilistes porteurs de macarons « EUR » ou « BZH », qui, au demeurant, ne commettent d'autre crime que de manifester leur volonté de fraternité européenne ou leur légitime fierté nationale ? »

TOUS MATERIAUX Sanitaire  
ÉVERITE Société Bretonne Carreaux, grès, faïence  
Isolants thermiques et MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION  
phoniques «STILLITE» QUIMPER - Tél. 14-43 et 26-43 VILLEROY ET BOSCH

## COURRIER DES LECTEURS

Nos correspondants doivent préciser quand ils veulent que leur nom soit mentionné. Nous remercions vivement ceux qui nous écrivent.

— Veuillez recevoir ce chèque pour un abonnement à votre journal Le Peuple Breton. J'espère que votre mensuel deviendra un jour un quotidien comme les feuilles de celui que vous savez. Croyez à mes meilleurs sentiments bretons. (A.R. Saint-Servan).

— Dre vras e kavan plijus da lenn Le Peuple Breton daoust ma vez enni. Kalz a bennadoù disas-dawalc'h da vezan intentet gant ar bobl Nechet bras on a hend all o welout n'eus ket mourse ur pennad en hor yezh hag e kavit gwelloc'h implijout evit no pruderezh ur yezh estren. Ho pedin a ran da zegemerout va gwel-lan gourc'hemennoù breizhek. (Y. Ar B., Quimper).

— J'ai eu votre journal le dimanche 25 juin à Ballon, jour de la Fête nationale bretonne... Dans un article, signé C.J., intitulé « De l'utilité de civiliser les Bretons » il est dit que « Gambetta arriva trop tard avec ces Bretons ». Gambetta était à Paris, c'est le général de Kératry qui alla avec ses 80 000 soldats bretons au camp de Conlie. Ces hommes ont été détruits, réduits à néant, par le manque de nourriture, dans la pluie et dans la boue, sans armes ou parfois avec un fusil sans balles pour se défendre. Le général demanda à Gambetta des armes, de la nourriture pour ses hommes. Gambetta refusa toute aide à cette armée, de peur que cette troupe ne se retournât contre la France. Gambetta eût cette parole au général : « Oubliez que vous êtes des Bretons, pour ne songer que vous êtes Français ». Il y a une rue Gambetta à Saint-Malo. De Kératry n'est même pas dans le dictionnaire Larousse ! (A.R., Saint-Servan).

— Ici j'ai été heureux de constater que les jeunes du Finistère, des Côtes-du-Nord et du Morbihan qui ont un tant soit peu d'instruction et de réflexion ont la fibre nationale (la bonne !) sensible. Je pense à un monteur en chaussures de X, à un potache de Y, à un électricien de Z et à bien d'autres. Le terrain est prêt à recevoir la bonne parole, mais quel travail ! Il y a tout de même un groupe fortement complexe de ce côté, c'est celui des instits. Jeunes, ils font déjà démodés. « Rouges » bien-pensants, bigots presque, plus ou moins amis du P.C., mais sans formation politique, ils critiquent violemment l'armée tout en la servant admirablement et réagissent en bons Français moyens... (L.B., à l'armée).

— Ayant fait la connaissance de votre journal lors de mon dernier séjour en Bretagne, vivement intéressé par la teneur de ses articles, je vous serais reconnaissant de m'inscrire pour un abonnement de soutien. Salutations d'un militant de gauche, un voisin (mayennais) (G. D., Caen).

— Je suis contente d'avoir l'occasion de vous féliciter pour la tenue et le contenu de votre journal. C'est rassurant de savoir que vous existez (C.M., Guingamp).

— Excédé par le sort qui est fait à notre peuple par un pouvoir centraliste et spoliateur,

sans espoir sur la politique prochaine qu'il ne manquera pas de nous promettre avec son lot habituel d'hypocrisies... outré de surcroît par la supercherie gaulliste de Montréal... et désireux de me tenir plus au fait du travail que vous effectuez pour notre cause... je désire les conditions d'abonnement de votre journal et une documentation sur les activités de votre parti, l'Union démocratique bretonne.

Lecteur occasionnel de votre organe, j'ai pu néanmoins apprécier l'intéressant travail que vous avez publié tant sur le rôle de l'Eglise en Bretagne que sur la situation de notre agriculture et de la paysannerie... En espérant n'être pas le seul à vous écrire de la sorte... (A. Al G., Kéridy-Paimpol).

— Le Peuple Breton, dans son n° 45, a publié un bon article, signé Y. T., à la mémoire d'Emile Masson... Je vois qu'il y est incidemment fait mention de l'adhésion, en 1911, du professeur Masson à notre premier « Parti nationaliste breton », constitué à Rennes, à l'occasion de l'affaire du « Monument de l'Union », pour nous : « monument de la honte nationale ». Mais ce que l'article du Peuple Breton a oublié de dire, c'est que le cher Emile Masson — qui fut sa vie durant, de mes meilleurs amis — figurait, dès 1910, sous le nom de « Brenn », dans notre comité d'action du Breiz Dishual, organe et noyau de ce premier P.N.B. que j'avais alors réussi à mettre sur pied en recrutant un à un, au cours d'un mémorable Tro-Breiz, ses premiers adeptes : Edward Gueguen et Job Loynt à Nantes, Emile Masson à Pontivy, Erwan Marec à Lorient, Louis N. Le Roux à Carhaix, Jos Le Bras-Dirlem à Landivisiau, Fanch Gourvil à Morlaix, F. Vallée-Abherve à Saint-Brieuc, J. Du Chaussix-Kermennec à Launay, Andréo Guillermet, Pierre de Porgamp et Joseph Mathurin à Rennes, Monjea de Kermouster, Stan Daniel Gurval, Henri d'Yvignac, Lucie Geslin, Francis Baumel et autres de la colonie bretonne de Paris, où je multipliais mes activités « subversives », avec la tacite complicité de Charles Le Goffic, du docteur Le Fur, directeur du Breton de Paris, du marquis de l'Estourbeillon, député du Mor-Bihan et animateur de l'Union régionaliste bretonne, et de mon ami Joseph Surcouf, qui se fit l'avocat du P.N.B. devant les tribunaux français, lors des poursuites de 1912...

Notre « mouvement » d'avant-garde devait inévitablement sombrer dans le monstrueux cataclysme de 14-18, suscité, comme ses devanciers de 1815 et 1870, par le vieil impérialisme français, parfois assoupi mais toujours virulent et toujours sujet à des tragiques réveils. Mais nous fûmes de ceux dont la raison ne sombra pas dans ce grand tourbillon de folie collective. Et c'est ainsi qu'en pleine guerre, en 1915, Emile Masson publiait (en brochure, imprimée hors censure), sous le titre Les Bretons qui meurent un émouvant et courageux article à la mémoire de notre camarade Jos Le Bras-Dirlem, jeune instituteur du Léon, barde et écrivain breton de rare valeur qui venait d'être tué, comme Calloc'h-Elleimor, au service de la France...

J'ajoute encore qu'Emile Masson... figure avec plusieurs textes en prose et en vers dans mon Bardes et poètes nationaux de la Bretagne armoricaine... ainsi que dans mon recueil La Bretagne Libérée (1922) qui se proposait alors pour but d'exalter et d'illustrer la même idéologie politique et sociale dont s'inspirent et se réclament aujourd'hui les jeunes théoriciens du Peuple breton et de l'Union démocratique bretonne. (C. Le Mercier d'Ern, Dinard).

## Edito (suite de la page 2)

tôt ou tard, à se rendre compte que le combat pour la Bretagne passe par le combat pour le socialisme et réciproquement.

Le cadre breton s'impose : par la généralisation de la crise étendue à tous les secteurs de production et par le dynamisme du peuple breton, dont la conscience historique n'a été qu'atténuée par l'éducation et la propagande officielles. De plus, la volonté des Bretons de concevoir leur avenir ensemble procède d'un esprit — « régional » ou « national », peu importe — qui est une condition nécessaire à la résolution du sous-développement. Le colonialisme « à l'européenne » dont nous sommes victimes ne sera vaincu que par la prise du pouvoir, à tous les échelons, par la classe ouvrière, la paysannerie et les marins. La Bretagne est le cadre où devra s'exercer ce pouvoir populaire. Il faut lutter conjointement pour la défense des salaires, l'amélioration des conditions de travail, le contrôle syndical dans les entreprises, la défense de la production agricole bretonne, l'installation d'une assemblée « régionale » élue et d'un gouvernement « régional », seuls capables de s'opposer efficacement aux monopoles capitalistes qui — par la France, ou par l'Europe — cherchent la mort de notre pays.



Composition linotype à façon  
REVUES — TABLEAUTAGES — THÈSES  
**LINARMOR**  
15, rue des Fossés — RENNES

Imprimerie Commerciale, Rennes

Directeur de la publication : J.-Y. Veillard  
Publication inscrite à la C.P.P.A.P. n° 41.387  
Tirage : 1 500 — Dépôt légal 3<sup>e</sup> trimestre 67